



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

13 MAI 2024
Arrêté du **13 MAI 2024** portant prescriptions complémentaires à la société IPODEC NORMANDIE, pour son site situé sur les communes de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, rue Désiré Granet

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.181-45, R.512-1, R.512-2, R.512-46-1 à R.512-46-30 et R.543-155-7 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, modifié par l'arrêté du 12 février 2015 ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 autorisant la société IPODEC NORMANDIE à exploiter des activités de traitement, de tri et de regroupement de déchets non dangereux sur les communes de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, rue Désiré Granet ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les demandes en date des 16 janvier et 12 mars 2024 présentées par la société IPODEC NORMANDIE ayant son siège social au 18-20 rue Henri Rivière, le Trident BP 91013 ROUEN (76171) ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 mai 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel en date du 3 mai 2024 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel du 6 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT

que la société IPODEC NORMANDIE est autorisée à exercer des activités de traitement, de tri et de regroupement de déchets non dangereux sur les communes de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, rue Désiré Granet ;

que la société IPODEC NORMANDIE a transmis, le 16 janvier 2024, un courrier de porter-à-connaissance relatif à la prise en charge logistique de déchets valorisables conditionnés en balles en provenance de Guyane pour son site situé sur les communes de OISSEL et SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY ;

que ces déchets transitent déjà par les ports normands et que la quantité est estimée à 2 000 tonnes par an ;

que les quantités maximales de déchets valorisables présentes sur le site ainsi que les capacités maximales annuelles de 55 000 tonnes de déchets de papiers, de cartons, de films plastiques et de 40 000 tonnes de métaux autorisées dans l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé ne sont pas modifiées par le projet ;

que, par ailleurs, la société IPODEC NORMANDIE a transmis, le 12 mars 2024, un courrier de porter-à-connaissance relatif à la modification de l'origine géographique (zone de chalandise) des déchets d'éléments d'ameublements pour son site situé sur les communes de OISSEL et SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY ;

que la demande de modification de la zone de chalandise pour les déchets d'éléments d'ameublement est motivée par la demande de l'éco-organisme ECOMAISON agréé par les pouvoirs publics pour prendre en charge, dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur (REP), la fin de vie des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;

que dans son courrier du 15 février 2024, l'éco-organisme ECOMAISON indique avoir modifié l'orientation des flux de DEA depuis le 1^{er} janvier 2024 pour des raisons d'optimisations économiques et environnementales, nécessitant la prise en charge de flux par le site IPODEC NORMANDIE situé sur les communes de OISSEL et SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY en provenance de centres de tri localisés dans des départements qui ne sont pas dans la zone de chalandise autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé ;

que la demande porte sur les départements de la Loire-Atlantique (44), d'Ille et Vilaine (35), de Mayenne (53), de la Sarthe (72) et d'Eure et Loire (28) qui sont limitrophes à la région Normandie et s'inscrivent dans le respect du principe de proximité, et sur les 2 départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62), pour lesquels les flux sont orientés actuellement vers les départements de Meurthe et Moselle (54) et des Deux-Sèvres (79), la modification permettant une diminution des distances kilométriques de transport desdits DEA ;

que les quantités maximales présentes sur le site IPODEC ainsi que les capacités annuelles autorisées de DEA restent inchangées par ce projet ;

que ces demandes entraînent un changement notable des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation d'exploiter (du 17 décembre 2007, modifié le 25 février 2021), mais ne sont pas considérées comme une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ni de nature à engendrer des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

que ces modifications n'apparaissent pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, et n'engendreront pas de nuisances supplémentaires par rapport à la situation actuelle ;

qu'il y a lieu de mettre à jour les dispositions relatives aux conditions d'exploitation du site ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1 -

La société IPODEC NORMANDIE, dont le siège social est situé 18-20 rue Henri Rivière Le Trident BP 91013 à Rouen (76171), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires visées ci-après pour ses installations implantées sur le territoire des communes de OISSEL et SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY, rue Désiré Granet.

En outre, l'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 – Modifications

L'article 1.2.3.3 « origine géographique des déchets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2023 est modifié et remplacé par :

« Les déchets de DEA pris en charge sur le site proviennent en priorité des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure. Toutefois, l'exploitant est autorisé à recevoir des déchets produits et/ou provenant des autres départements normands (Calvados, Manche, Orne), de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne et de l'Île-de-France.

L'exploitant est également autorisé à compléter le plan d'approvisionnement de sa plateforme de centre de tri haute performance par des flux de déchets d'éléments d'ameublement en provenance des départements de la Loire-Atlantique (44), d'Ille-et-Vilaine (35), de Mayenne (53), de la Sarthe (72) et d'Eure-et-Loire (28), et des deux départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62).

Des déchets valorisables (de papiers, cartons, plastiques et métaux) en provenance de Guyane peuvent également transiter par le site. Les quantités maximales admissibles sur le site restent celles prescrites à l'article 1.2.4. »

Article 3 -

La société IPODEC NORMANDIE est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément. Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 4 -

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 6 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511.1 du même code.

Article 7-

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY pendant une durée minimale d'un mois. Les maires de OISSEL et de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société IPODEC NORMANDIE.

Article 9 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, les maires des communes de OISSEL et SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société IPODEC NORMANDIE.

Fait à ROUEN, le

13 MAI 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN